



la presse à la botte

Contrôler étroitement l'information et l'ensemble des « mass média », c'est bien sûr une absolue nécessité pour la bourgeoisie. Plus un régime est impopulaire, plus il repose sur une base sociale étroite, moins il peut se permettre de lâcher la bride à « ceux qui font l'opinion » la presse, les radios, la télévision. On assiste actuellement à une volonté accrue du Pouvoir de mainmise sur l'ensemble des grands moyens d'information. C'est ce qu'analyse ci-dessous Gilbert Hercet. Et c'est ce qui a motivé l'adoption par la dernière DPN du PSU d'un certain nombre de propositions d'actions dans ce secteur névralgique de la lutte politique.

Le dispositif gouvernemental — qui ne date pas d'hier — s'est encore perfectionné ces derniers mois. Le projet de réforme de l'ORTF en est un des éléments essentiels : mais il ne doit pas masquer tout le reste. Trop de gens croient encore, par exemple, à la prétendue liberté des radios « **périphériques** », par rapport aux radios d'Etat. On s'imagine que l'Agence France Presse est un temple d'objectivité, à l'abri de toutes pressions et de toutes ingérences.

Il faut y regarder de plus près. En commençant par la dernière nouveauté mise en place par le régime : la fameuse délégation à l'information.

Il s'agit en effet d'une des pièces maîtresses du dispositif. Persuadé, non que sa politique est mauvaise (la preuve : Messmer succède à Messmer), mais qu'elle est « mal vendue », le gouvernement est désormais bien décidé à « **faire passer** » son message, par le canal de la Délégation. Disposant d'un budget de 10 millions de francs et d'un personnel de départ de

80 personnes, étant en liaison avec les services de la Documentation française (qui jusqu'à présent avait réussi à garder leurs distances avec les gouvernements en place), établissant des liens plus articulés entre les stations régionales de l'ORTF et les préfectures

régionales et départementales, étant à même de fournir à la presse non seulement des dossiers documentaires et des explications ponctuelles, mais très prochainement un flux continu d'informations acheminées par téléphone et par télex, la Délégation doit devenir une véritable agence de presse gouvernementale. Elle doit être doublée prochainement d'un « **Institut d'étude des problèmes de l'information** », dont l'idée a été lancée personnellement par le Premier Ministre, et dont on conçoit qu'elle puisse susciter les plus légitimes alarmes, notamment du côté des animateurs et des étudiants des centres de formation des journalistes.

en tandem

La personnalité nommée pour diriger la Délégation, M. Denis Baudoin, ancien chef des services de presse de l'Elysée, a montré qu'on pouvait compter sur lui en inaugurant ses fonctions par de multiples déclarations, on ne peut plus « **autorisées** », sur le changement de gouvernement.

Mieux : en même temps que Délégué à l'Information, M. Baudoin reste le PDG de la SOFI-RAD, c'est-à-dire de la société d'Etat chargée de gérer les intérêts étatiques dans les postes



« Régime compressé, la presse complice »

périphériques (Radio Monte-Carlo et Sud Radio de façon massivement majoritaire, Europe n° 1 avec 46 % des voix à l'assemblée des actionnaires.).

Le tandem est ainsi parfait : M. Lecat est en même temps porte-parole du gouvernement, ministre de l'Information, chargé des problèmes de l'aide de l'Etat à la presse écrite et de la tutelle de l'ORTF ; M. Baudoin est délégué à l'information et chargé des intérêts de l'Etat auprès des « **périphériques** ». L'empire de ce dernier ne s'étend pas complètement jusqu'à RTL mais qu'on prenne un peu patience. Après un subtil retournement d'alliances au Conseil d'administration du poste luxembourgeois, Havas fait désormais partie de la majorité d'actionnaires contrôlant RTL, et l'Etat français aura plus que son mot à dire dans la désignation du directeur d'antenne, après la disparition de M. Prouvost.

l'AFP vulnérable

La crise récente de l'Agence France-Presse (A.F.P.), à l'occasion d'une grève dans la catégorie « employés » de l'AFP, et du retard apporté à l'adoption du budget de l'agence, a rappelé la précarité de l'indépendance de l'AFP, la fragilité de son fonctionnement et sa vulnérabilité aux pressions gouvernementales. La section CFDT de l'Agence France-Presse le notait le 27 février : « **Depuis le début de la crise, nous avons été informés de source sûre que le Pouvoir a pris prétexte de la couverture de l'affaire Lip par l'AFP et de certaines informations de l'Agence sur l'état de santé du président de la République pour retarder le vote du budget 1974. Un député de la majorité est allé jusqu'à demander ouvertement au Premier Ministre que des mesures soient prises à rencontre de l'Agence** ».

Alors que le statut de l'A.F.P. lui interdit de « **passer sous le contrôle de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique ou économique** », elle a de plus en plus de peine à résister aux continuelles pressions de la majorité gouvernementale, dont l'argument se résume au fait que, par le système des abonnements à taux préférentiel, l'Etat assure 60 % du financement de l'Agence. Et ces messieurs, malgré leurs belles théories juridiques libérales, ont tôt fait de confondre Etat et gouvernement.

On sait l'importance vitale de l'AFP pour les journaux : sans les agences ils seraient privés souvent de plus des trois quarts de leurs sources

d'information ; sans l'AFP le monopole de la collecte de l'information dans la plupart des pays du monde serait anglo-américain (Reuter - AP - UPI). C'est dire combien, pour nous tous, l'indépendance de l'AFP doit être un principe absolu. Force est de constater qu'aujourd'hui il est quotidiennement bafoué par ceux-là mêmes qui ont pour mission de le faire respecter.

ORTF : Le lit du privé

L'ORTF est bien sûr au centre des préoccupations du Pouvoir et de l'industrie privée. La mission de l'ORTF est, on le sait, de distraire, informer, éduquer, et, précise désormais son statut (depuis 1972), de cultiver et de « **répondre aux aspirations de la population en ce qui concerne l'ensemble des valeurs de la civilisation** ». Et la télévision se charge bien, tous les soirs, de nous rappeler, par le choix de ses dramatiques, de ses jeux, de ses feuilletons, de ses émissions de variétés, au service de quelles valeurs, de quelle civilisation elle est. L'objectif est clair, surtout depuis quelques années (rapport Paye), c'est, comme le note la section CFDT de l'ORTF. « **de mettre l'Office en concurrence avec les radios et les télévisions privées sur leur propre terrain — l'objectif c'est à terme de confondre dans une même « culture » de la consommation et du profit le service public de l'audiovisuel et les stations privées** ».

La télévision se charge aussi tous les soirs de nous rappeler, sur ses trois chaînes, et notamment sur celle qui est la plus écoutée, ce qu'il entend par une information « **honnête et loyale** »... Jamais depuis 1969, les interventions politiques de la majorité n'avaient été aussi nombreuses et puissantes ; comme à l'AFP, l'affaire Lip a d'ailleurs considérablement accru le contrôle politique sur l'actualité télévisée. Jamais depuis 1969 les réflexes d'autocensure n'avaient été autant développés au sein des rédactions de l'ORTF.

Quant à l'innovation essentielle de la réforme Marceau Long, elle apparaît désormais très simple : il s'agit de préparer la privatisation progressive de la **production** des émissions télévisées (en commençant sans doute par un certain nombre de magazines), tout en réservant à l'Etat le monopole de la **diffusion**, c'est-à-dire le contrôle politique, et aussi la charge du coût financier le plus lourd. Le service central d'achat des programmes (qui avait d'ailleurs inauguré une politique fort laxiste de contacts avec l'in-

dustrie privée) sera désormais supprimé, et ses fonctions remplies par les directions des trois établissements publics chargés des trois chaînes de télévision. Autant de possibilités nouvelles pour les firmes de production de traiter avec l'Office. Personne ne peut d'ailleurs s'y tromper : il n'est que de voir le nombre d'organismes privés de production télévisée qui se créent en France depuis quelques mois. Les souris se précipitent sur la Maison-Gruyère. La voie ouverte par Télé-Hachette et Télécip (Philips) sera bientôt encombrée.

Mais bien sûr, officiellement, le sacro-saint principe du monopole de l'Etat sur la diffusion — des ondes hertziennes tout au moins — n'est pas entamé. On nous prévient d'ailleurs aimablement : c'est la « **dernière chance du monopole** ». Tenez-vous bien, travailleurs et syndicats, sinon, tant pis pour vous, c'est vous qui l'aurez voulu : l'Etat, qui se sera révélé incapable, passera la main au privé. Rappelez-vous : l'air est connu. On nous l'a chanté déjà — avec quel succès — pour les autoroutes. Et, pour la télévision comme pour les autoroutes, on aura toujours sous la main des sondages d'opinion à nous citer pour nous montrer ce que sont les « **vrais souhaits** » du public...

Et puis, bien sûr, alors que le monopole devrait

s étendre à « **tous les procédés de télécommunications** », on se prépare à le bafouer ouvertement pour tout ce qui concerne la télédistribution, c'est-à-dire la transmission des images non plus par ondes, mais par câble. Là encore, le dispositif industriel privé est prêt (Vidéocités, Télétudes, Gifatel, etc.).

Enfin, le lit du privé est déjà fait pour la mise sur vidéo-cassettes des productions télévisées de l'ORTF. — On sait que Hachette — par l'intermédiaire de « **Videogrammes de France** » — a été la première mise dans la course : ce qui revient à dire que Hachette va pouvoir réaliser de substantiels bénéfices à partir de la « **mise en conserve** » d'émissions financées par... les redevances des téléspectateurs !

C'est pour faire face à cette aggravation de la situation que le PSU entend faire de la lutte pour libérer l'information un thème majeur de la lutte politique. Un combat qui doit être mené dans l'unité la plus large.

Gilbert HERCET ■

Propositions d'actions

- 1) *Soutien aux luttes sociales dans l'information - Contrôle populaire et autogestion ;*
- 2) *Campagne de dénonciation de la politique du pouvoir ;*
- 3) *Combat pour faire de l'ORTF un véritable service public décentralisé ;*
- 4) *Appel aux organisations anti-capitalistes pour des actions communes.*

Soucieux d'élargir au maximum le front de la lutte pour démystifier et changer l'Information, le PSU propose aux organisations politiques et syndicales anti-capitalistes d'envisager dès maintenant des actions communes dans ce secteur. Ces actions pourraient notamment se développer sur les thèmes suivants :

- *Campagnes d'explication ponctuelles à l'égard de certaines émissions et de certaines publications, avec soutien par du matériel massif, national ou régional ;*
- *Lutte pour imposer un temps pour l'information — toute l'information — dans les entreprises. Utilisation à cet effet de moyens audio-visuels et de débats entre travailleurs et professionnels de l'information ;*
- *Mêmes actions au niveau local, particulièrement dans les municipalités ouvrières ;*
- *Soutien aux expériences — locales, régionales et nationales, de contre-information, qu'il s'agisse de journaux « parallèles » ou de tentatives de vidéo-animation.*

5) *Appel pour une mise en commun des moyens d'information nouveau.*

Au-delà des campagnes communes, le PSU propose à l'ensemble des organisations anti-capitalistes de mettre leurs forces en commun pour donner à la classe ouvrière de véritables moyens d'information :

- *imprimerie à la disposition des organisations ;*
- *centrale de matériel audio-visuel : équipements techniques, vidéocassettes, etc.. mises à la disposition des travailleurs ;*
- *centrale de production film-son ;*



Gilbert Hercet
La presse à la botte

Tribune Socialiste n°612
28 mars-3 avril 1974
Page 12

— *agence de presse : alimentée par les travailleurs et par les journalistes en lutte de la presse dominante.*

Enfin, dès aujourd'hui, le PSU est prêt à entamer avec les organisations qui en seraient d'accord et en y associant l'ensemble des travailleurs, un vaste travail de recherche et d'élaboration sur ce que pourra être l'information dans un régime de transition au socialisme et dans une société socialiste.

DPN du PSU ■
(17/3/74)